

# Une prison nommée Guatemala

Iduvina Hernández

4 avril  
2015



Alors que le printemps, cette saison associée à la vie et la joie, arrive dans le monde, au Guatemala s'installe l'intolérance. Mardi 24 (mars 2015) au matin, Rigoberto Juárez et Domingo Baltazar, leader du peuple Q'anjob'al de Huehuetenango, ont été arrêtés dans la capitale du pays.

Avec ces arrestations le nombre de leaders sociaux et communautaires et de membres de l'autorité maya qui sont en prison augmente, à travers des processus qui les criminalisent illégalement. Rogelio Velásquez et Saul Méndez avaient déjà été envoyés en prison pour un délit qu'ils n'ont pas commis. Sont aussi en prison Sotero Villatoro, Francisco Palás et Arturo Pablo, tous de Huehuetenango. Depuis l'an dernier la leader kaqchikel Bárbara Díaz est en prison elle aussi accusée d'un délit qu'elle n'a pas commis

Le dénominateur commun à tous est leur participation aux luttes communautaires pour la défense du territoire, action sociale qu'ils impulsent comme mécanisme de protection face aux nombreuses concessions octroyées par le Gouvernement à des entreprises privées nationales et internationales en vue de l'exploitation des ressources naturelles. Dans certains cas il s'agit de licences d'exploitation minières pour l'extraction de métaux comme le nickel, l'or et l'argent. Dans d'autres cas de licences pour l'installation de centrales hydroélectriques ou d'exploration pétrolière.

Le discours mensonger de ceux qui veulent extraire le dernier gramme de ressources naturelles est que leur activité favorise le développement et que ceux qui s'y opposent prônent le retour en arrière. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Par exemple, le cas des hydroélectriques. Il est faux que la seule installation de l'une d'elles garantisse l'approvisionnement en énergie pour la localité où elle s'installe. Elle ne peut pas le faire, du fait des conséquences de la privatisation de l'électricité décidée par le gouvernement de Álvaro Arzú.

Bien que la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) oblige le Gouvernement à consulter les peuples concernés, celui-ci a fermé les yeux. Il n'a pas tenu compte du fait que pas une seule des consultations réalisées sur initiative communautaire ne se soit déclarée pour un projet d'exploitation de ressources. Le "non" a été catégorique et majoritaire, quasiment unanime, contre l'installation de projets qui feront un usage irrationnel des ressources naturelles ou dont l'activité affectera négativement le territoire.

C'est la lutte entreprise par les défenseuses et les défenseurs du droit à la vie communautaire qui défendent l'espace vital où se trouvent leurs communautés. C'est pour cela qu'ils ont été criminalisés, c'est-à-dire qu'on a utilisé indûment le droit pénal pour empêcher qu'ils ne continuent leur leadership et leur travail de défense communautaire. Ce sont les prisonniers politiques du XXI<sup>e</sup> siècle, car leur conviction de défense du territoire est vue comme une menace par le Gouvernement et par les intérêts bâtards qu'il défend et protège.

Au poids de l'incarcération politique d'un leader s'ajoute la fragilité dans laquelle se retrouvent les familles. Le soutien cesse d'arriver, et au manque de ressources s'ajoute aussi le besoin de plus de ressources, pour assurer la défense et la durabilité de leurs parents en prison.

Si les menaces lancées par des groupes néofascistes au service des entreprises exploitant des ressources se

concrétisent, il y aura de nouveaux enlèvements de leaders dont le délit est de penser à la défense du territoire et de l'espace communautaire. Et de la sorte, le Guatemala se convertira peu à peu en une prison pour ceux qui défendent les droits fondamentaux et une cour de récréation pour les criminels qui les violentent.

Iduvina Hernández

»» <http://www.plazapublica.com.gt/content/una-carcel-llamada-guatemala>